

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°574 – 7 mars 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

La BCEAO maintient son principal taux directeur à 3,5 %

Eu égard à l'évolution de la situation économique, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO [a décidé](#), le 5 mars 2025, de maintenir le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques à 3,5 %. En effet, le taux de croissance de l'UEMOA est estimé à 7 % au 4^{ème} trimestre 2024, après 5,8 % le trimestre précédent. Pour l'ensemble de l'année 2024, il est estimé à 6,2 %, après 5,3 % en 2023, et est projeté à 6,3 % en 2025. Concernant l'inflation, elle s'est établie à 2,9 % au 4^{ème} trimestre 2024, contre 4,1 % le trimestre précédent. L'inflation devrait se situer à 2,7 % en 2025, après 3,5 % en 2024. Cependant, les risques d'une résurgence des pressions inflationnistes restent élevés, en raison principalement de la persistance des problèmes sécuritaires dans l'Union et de l'effet du changement climatique. En outre, la situation extérieure de l'UEMOA s'est améliorée sur la récente période, en lien avec la hausse des prix des produits exportés, les exportations d'hydrocarbures et la mobilisation des ressources extérieures par les Etats membres.

Signature d'un accord entre la BIDC et la BEI pour une croissance verte et inclusive en Afrique de l'ouest

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) et la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) [ont signé](#) un accord de prêt de 100 M EUR pour soutenir les efforts visant à promouvoir une croissance

Le chiffre à retenir

100 M EUR

Le montant de l'accord de prêt signé entre la BIDC et la BEI pour une croissance verte et inclusive en Afrique de l'Ouest

verte et inclusive en Afrique de l'Ouest et à relever les défis climatiques et sociaux. L'accord, qui est le premier du genre entre les deux institutions, a été signé en marge du Sommet "Finance in Common 2025" qui s'est tenu du 26 au 28 février 2025 en marge du G20, au Cap en Afrique du Sud. La ligne de crédit est accordée dans le cadre du Fonds européen pour le développement durable Plus (EFSD+), qui offre un montage financier intégré pour les opérations du secteur privé dans les pays.

Bénin

La dette publique s'élève à 53,7% du PIB fin 2024

Selon le bulletin statistique de la dette publique [publié](#) en janvier 2025 par la Caisse autonome de gestion de la dette du Bénin (CAGD), au 31 décembre 2024, le niveau de la dette publique était de 53,7% du PIB, soit 6 960,3 Mds de FCFA (10 Mds EUR). La dette extérieure représente plus de deux tiers (72,6%) de la dette publique totale et est constituée à hauteur de 53% de dette multilatérale, tandis que la dette intérieure ne représente que 27,4% de la dette et est constituée à hauteur de de 83,9% de titres



publics. La dette publique est libellée à 52,9% en EUR, 27,4% en FCFA, 11,1% en USD.

Burkina Faso

Annnonce de l'acquisition par l'Etat d'un dépôt d'hydrocarbures au Ghana

Le 5 mars 2025, le gouvernement burkinabé a annoncé avoir [marqué](#) son accord pour l'acquisition du dépôt d'hydrocarbures *Tema Multi Purpose Terminal* au Ghana en vue d'accroître les capacités de stockage de la Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (SONABHY). Le rachat devrait s'effectuer auprès du propriétaire *Blue Ocean Investment Limited* pour un montant de 70 M USD, selon le communiqué.

Cap-Vert

Un record d'accueil de 1,2 M de touristes en 2024

L'Institut du tourisme du Cap-Vert annonce une année 2024 record [pour le tourisme au Cap-Vert](#), avec une estimation de 1,2 million de visiteurs dans l'archipel. Ce succès est en partie attribué à l'augmentation du nombre de touristes européens et au développement de nouvelles lignes aériennes *low-cost*, notamment avec *EasyJet* qui dessert désormais les îles de Santiago et São Vicente. Cette expansion vise à diversifier le tourisme en réduisant la dépendance aux îles de Sal et Boa Vista, et en stimulant le tourisme culturel et porté sur les loisirs de nature sur l'ensemble de l'archipel. Le tourisme représente le pilier de l'activité économique de l'archipel.

Côte d'Ivoire

Faible évolution du chiffre d'affaires dans le secteur du commerce en 2024

Selon l'Agence nationale de la Statistique (ANStat), l'indice du chiffre d'affaires du secteur du commerce [a enregistré](#) une croissance annuelle relativement faible de 0,3% en 2024 comparativement 2023. Cette faible hausse s'explique par une amélioration du commerce de gros (+3,3 %) et une dynamique légèrement favorable dans le commerce de détail (+0,7), atténuées par une forte contraction dans le secteur de la vente et réparation d'automobiles (-7,6 %).

Vaalco Energy acquiert une participation dans le bloc CI-705

Le 3 mars 2025, la société américaine Vaalco Energy a [annoncé](#) avoir acquis une participation de 70% dans le bloc CI-705, pour un montant de 3 M USD. Le bloc a été l'objet de trois forages exploratoires à ce jour et couvre une superficie de 2 300 km² pour une profondeur atteignant 2 500 m au large de Fresco, au sud de la Côte d'Ivoire. L'entreprise y opérera, en partenariat avec la société *Ivory Coast Exploration Oil and Gas* et Petroci, la Société nationale d'opérations pétrolières de Côte d'Ivoire. Ces deux dernières avaient [signé](#) un contrat de partage de production sur le bloc CI-705 en novembre 2023. A noter que Vaalco Energy [détient](#) par ailleurs depuis le 30 avril 2024 une participation de 27,4% dans le bloc CI-40 contenant le gisement Baobab ainsi que le gisement récemment découvert et non encore développé Kossipo.



Lancement de la construction d'une centrale photovoltaïque de 50 MWc

Le 27 février 2025, a eu lieu la [cérémonie de lancement](#) de la construction d'une centrale photovoltaïque d'une puissance de 50 MWc à Bondoukou, à 420 km au nord-est d'Abidjan. La centrale [devrait alimenter](#) 358 000 foyers en électricité dans la région du Gontougo d'ici 12 mois, selon le gouvernement ivoirien. Le projet est financé par le groupe émirati AMEA Power et ses partenaires à hauteur de 60 M USD. Pour mémoire, le groupe avait signé un [accord](#) de concession et un contrat d'achat d'électricité de 25 ans avec le gouvernement de la Côte d'Ivoire en janvier 2023.

Guinée

Mission du FMI en vue d'un éventuel programme au titre de la FEC

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) s'est rendue en [Guinée](#) pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des réformes économiques et évoquer les politiques visant à renforcer la stabilité macroéconomique du pays, lors de la semaine du 24 février 2025. Les autorités rapportent que l'objectif étant d'aboutir à la conclusion d'un programme économique et financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI. Les discussions ont porté sur la nécessité d'améliorer la gestion des finances publiques, en mettant l'accent sur la transparence et l'efficacité des dépenses publiques. Selon les autorités, cette revue au titre des négociations devrait être achevée au plus tard le 15 mars 2025, ce qui permettrait son passage au Conseil d'Administration du FMI dans la première semaine du mois de mai 2025.

Négociations avec la BM pour un financement en faveur du PEAG de 200 M USD

Les autorités guinéennes ont annoncé la finalisation des termes d'un accord de financement avec la Banque mondiale (BM) de [200 M USD](#) pour le Projet Eau et Assainissement de Guinée (PEAG). Les discussions avec les services de la BM ont porté notamment sur l'évaluation du projet, l'accord de financement et de don, ainsi que les plans de passation de marchés et l'engagement environnemental et social. Le PEAG vise à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour plus de 2 millions de personnes à Conakry, avec un focus particulier sur l'amélioration des infrastructures de traitement des eaux usées. L'accord de financement sera soumis au Conseil d'administration de la BM le 31 mars 2025 pour approbation finale, selon les autorités.

Libéria

L'inflation se situe à 11,9 % en g.a en janvier 2025

Selon l'Institut libérien des statistiques et des services de géo-information (LISGIS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 11,9 % en glissement annuel (g.a) en janvier 2025, après 10,5 % le mois précédent. Ce niveau d'inflation est principalement porté par la hausse des prix des restaurants et hôtels (+ 27,9 % en g.a), de la santé (+15,6 % en g.a) ainsi que des produits alimentaires et boissons non-alcoolisées (+12,7 % en g.a), atténuée toutefois par la baisse des prix de la communication (-1,6 % en g.a) et des transports (-0,6 % en g.a).



Mali

50 M USD octroyés par le Fonds du Qatar pour le Développement

Lors du Conseil des Ministres du 5 mars 2025, le gouvernement a [adopté](#) de nouveaux textes relatifs à la ratification de la convention d'appui budgétaire signée avec le Fonds du Qatar pour le Développement le 26 février 2025. Cette convention prévoit un appui budgétaire de 50 M USD, dont 45 M USD sous forme de prêt. Ce financement vise à soutenir les secteurs humanitaire, économique et sanitaire, notamment à travers l'approvisionnement en denrées alimentaires, la construction de points d'eau, la réhabilitation d'infrastructures et le renforcement de l'administration et des collectivités territoriales.

Sanctions et réformes suite aux incidents sur **des sites d'orpaillages**

A la suite des deux effondrements meurtriers survenus ces deux derniers mois sur les sites d'orpaillage de Kokoyo (Cercle de Kangaba) et Bilalikoto (Cercle de Kéniéba), le Président de la Transition [a pris](#) des mesures lors du Conseil des ministres du 5 mars 2025, afin de renforcer la sécurité et la régulation du secteur minier artisanal. Le gouvernement a été instruit de démettre de leurs fonctions les responsables locaux impliqués, notamment plusieurs préfets, sous-préfets, ainsi que des responsables des forces de sécurité et des services de l'administration minière et environnementale. Par ailleurs, des réformes législatives devraient être mises en place pour abroger le système de transaction en cas d'infractions environnementales et faciliter la saisie et l'affectation des équipements d'orpaillage au patrimoine de l'État. Finalement, afin d'améliorer l'encadrement de l'exploitation minière artisanale, la suspension des permis d'exploitation artisanale octroyés aux ressortissants étrangers a été ordonnée et une procédure de dissolution du Conseil communal de Dabia a été lancée.

Niger

Lancement du projet RECOMPENSE pour dynamiser la filière cuir

Le 18 février 2025, le Niger a officiellement [lancé](#) le projet RECOMPENSE (Renforcement des compétences et accès au marché dans la filière peaux et cuirs au Niger), en partenariat avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS). [Financé](#) à 2 M EUR par l'Italie et mis en œuvre par l'OIT, ce projet vise à renforcer la formation et les compétences des artisans et jeunes professionnels du cuir grâce à de nouveaux programmes, des équipements modernes et une infrastructure améliorée. Une attention particulière sera accordée au "Centre des Métiers du Cuir et de l'Artisanat du Niger" (CMCAN), seul établissement de formation spécialisé du pays. Le projet prévoit la formation de 250 élèves du CMCAN, ainsi que le perfectionnement de 100 artisans et 60 travailleurs de la tannerie de Gamkalé (à Niamey).

Sénégal

S&P dégrade la note à long terme du pays avec perspective négative

Après Moody's le 21 février dernier, [S&P Global Ratings a annoncé le 28 février](#) abaisser la note à long terme du Sénégal, de "B+" à "B", assortie d'une perspective négative. Selon l'agence de notation, cette baisse est en lien avec les chiffres publiés par la Cour des comptes, à travers son rapport définitif sur l'état des finances publiques qui met en avant une dégradation des indicateurs budgétaires. De ce fait, S&P estime la dette publique du Sénégal à 106 % du PIB fin 2024, contre 77 % précédemment. Par ailleurs, le pays va faire face à un pic de remboursement de sa dette en 2025 et 2026, en raison d'échéances d'eurobonds,



qui, dans un contexte d'arrêt du programme avec le FMI, pourraient exercer des tensions de liquidité pour l'Etat selon S&P, si de nouveaux financements n'abondent pas le budget.

Lutte contre l'exportation frauduleuse de l'or

Le Sénégal cherche à enrayer l'exportation illégale de son or, dont les pertes entre 2013 et 2022 sont estimées à [1 500 Mds FCFA \(2,3 Mds EUR\)](#), selon le Directeur général de la Société des Mines du Sénégal (SOMISEN). En 2023, les exportations d'or représentaient 530,4 Mds FCFA (810 M EUR) soit 16,5% du total en valeur des exportations du pays. La contrebande prive ainsi l'Etat de recettes fiscales importantes. Il met en évidence l'absence de contrôle efficace sur la filière aurifère. Pour y remédier, le Directeur de la SOMISEN plaide pour la création d'un comptoir national de l'or, un dispositif qui permettrait de structurer la chaîne de valeur et d'assurer une traçabilité accrue des transactions. Cette initiative s'inscrit dans une volonté plus large de formalisation du secteur minier, qui représente un levier essentiel pour l'économie nationale.

Le résultat net du groupe Sonatel en hausse de 18,7% en 2024

Le Groupe de télécommunication sénégalais Sonatel (détenu à 42% par Orange) [a annoncé](#) avoir enregistré au terme de l'exercice 2024 un chiffre d'affaires consolidé de à 1 776,4 Mds FCFA (2,7 Mds EUR), en croissance de 9,6% par rapport à 2023 et un résultat net consolidé de 393,7 Mds FCFA (600,2 ME UR), en hausse de 18,7%. D'après le communiqué, cette performance a été réalisée grâce aux importants investissements réalisés (17% de son CA) en vue de répondre aux besoins croissants des clients, de renforcer l'inclusion numérique et d'accompagner les Etats dans leurs projets de transformation numérique. En 2024, le nombre d'abonnés mobiles a progressé de 2,7% atteignant 41 M (dont 22,8 M utilisant la Data mobile), tandis qu'une augmentation de 23,8%

est enregistrée sur les abonnements à la fibre optique (+472 000). Le service Orange money est également en progression avec 12,6 M de clients, en hausse de 8,4% en 2024. A noter la contribution de la Sonatel aux économies des cinq pays (Sénégal, Mali, Guinée, Guinée Bissau et Sierra Leone) où l'entreprise est présente : 60% du chiffre d'affaires est redistribué avec 23% versés au budget des Etats, 21% reversés au secteur privé local, 10% aux partenaires distributeurs et 6% aux actionnaires.

Sierra Leone

L'inflation en janvier 2025 augmente et s'établit à 14% en g.a

Selon *Statistics Sierra Leone*, l'inflation annuelle en Sierra Leone pour le mois de janvier 2025 s'est [établie](#) à 14% en glissement annuel (g.a), en hausse par rapport à 13,8 % en décembre 2024. Ce niveau d'inflation est principalement dû à la hausse des prix dans les catégories "Aliments et boissons non alcoolisées" (+14,8 % en g.a), "Restaurant et hôtels" (+27,5 % en g.a), "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+13,43% en g.a) et de l'éducation (+35 % en g.a).

Togo

Financements de la Corée du Sud en faveur des communautés rurales

Le 28 février, deux projets financés par le Ministère coréen de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales (MAFRA) et le Service forestier coréen (KFS) [ont été lancés](#) à Lomé. D'un [montant total de 5,7 M USD](#), les deux projets seront mis en œuvre par le *Global Green Growth Institute* (CGGI), une [organisation internationale](#) dont le siège est en Corée du Sud et [à laquelle le Togo a adhéré en 2020](#). Le premier projet « Développement des infrastructures socio-économiques pour soutenir les communautés rurales au Togo » (3,5



M USD) a comme objectif l'équipement de ces communautés en solutions *post-récolte*, et en modules solaires pour le traitement des produits agricoles et le fonctionnement de systèmes d'adduction d'eau potable. Un programme pour renforcer les compétences des jeunes et des femmes dans la gestion d'entreprises dites « vertes » est aussi prévu. Le

second, nommé « Renforcement de la résilience des populations au changement climatique grâce à une gestion durable des ressources forestières » (2,2 M USD) se concentre sur la gouvernance des parcs de karité (reboisement avec des plants de haute qualité et amélioration de la gestion *post-récolte*).



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Indicateurs de développement	Chiffres clés
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)